



États-Unis

Vers une réforme de la santé mentale ?

Plusieurs propositions de lois sont actuellement en discussion au Congrès pour une réforme de la prise en charge de la santé mentale aux États-Unis. Elles prévoient l'amélioration des soins apportés aux personnes souffrant de troubles psychiatriques à travers : une augmentation des lits disponibles en psychiatrie ; une implication accrue des familles dans le diagnostic, le suivi et le traitement des malades ; la suppression de l'impossibilité pour un patient de consulter dans la même journée un médecin généraliste et un psychiatre ; l'établissement d'un secrétaire d'État délégué à ces questions.

Si les propositions de loi sont d'initiative républicaine, un consensus bipartisan émerge sur la nécessité de réformer le système de santé mentale. L'émotion suscitée par la tuerie dans l'Oregon le 2 octobre dernier, ayant fait 10 morts et 7 blessés, a mis cette question au cœur des débats, le tueur souffrant d'une forme d'autisme. Il reste que seulement 5 % des crimes avec armes à feu sont commis par des personnes souffrant de troubles psychiatriques.

L'âge de dépistage du cancer du sein remis en cause

L'*American Cancer Society* vient de publier de nouvelles recommandations qui fixent à 45 ans (contre 40 ans antérieurement) l'âge de dépistage systématique du cancer du sein pour les femmes ne présentant pas de risque particulier de contracter la maladie. Elle préconise une mammographie chaque année entre 45 et 54 ans et tous les deux ans à partir de 54 ans.

De son côté le panel d'experts indépendants chargé d'évaluer l'efficacité des mesures de prévention a émis des doutes sur la pertinence des mammographies systématiques avant 50 ans. Ces débats scientifiques revêtent également un enjeu économique et politique : dans le cadre de l'Obamacare les assureurs sont tenus de prendre en charge à 100 % les examens préventifs, incluant les mammographies à partir de 40 ans. Le report du seuil d'âge a déjà été envisagé en 2009 mais le Congrès s'y était opposé. Si le taux de survie au cancer du sein atteint 90 %, soit son plus haut niveau jamais enregistré, 230 000 nouveaux

cas et 40 000 décès sont attendus cette année aux États-Unis

La maladie d'Alzheimer est la plus coûteuse des pathologies en fin de vie

Une récente étude compare les coûts engendrés par trois maladies pendant les cinq dernières années de vie des patients : ceux - ci sont évalués respectivement à :

- 287 038 \$ pour la maladie d'Alzheimer et troubles apparentés ;
- 175 136 \$ pour les pathologies cardiaques ;
- 173 383 \$ pour les cancers.

Avec la nécessité d'un accompagnement quotidien peu remboursé par les compagnies d'assurance, la maladie d'Alzheimer représente, en moyenne, un reste à charge de 61 522 \$ pour les familles, qui excède de 80 % celui des pathologies cardiaques et cancers. Ce montant très élevé questionne la capacité des familles à prendre en charge les personnes dépendantes dans une société vieillissante où la maladie d'Alzheimer représente la pathologie la plus répandue chez les personnes âgées. L'*Alzheimer Association* estime que le nombre de malades aux États-Unis devrait augmenter de 40 % au cours des dix années à venir, passant de 5,1 millions de malades à 7,1 millions.

La question du prix des médicaments s'installe dans le débat politique

La question du prix des médicaments prend une place croissante dans le débat politique américain. Jusqu'à présent laissé au libre jeu du marché le prix du médicament devient une préoccupation publique, justifiée par l'impact des augmentations tarifaires sur les dépenses des dispositifs publics de couverture maladie *Medicaid* et *Medicare*.

La commission spéciale du Sénat sur le vieillissement a annoncé le lancement d'une enquête bipartisanne sur le sujet et adressé un courrier à 4 groupes pharmaceutiques pour les interroger sur leurs pratiques (Turing, Valeant, Retrophin et Rodellis).

De son côté l'*American Association of Retired People* (AARP), un des lobbies les plus influents des États-Unis (près de 40 millions d'adhérents de plus de 50 ans) vient d'apporter sa contribution au débat. Une étude de l'«AARP Public Policy Institute», démontre que le coût moyen annuel des médicaments luttant contre des maladies complexes comme le cancer ou l'arthrite rhumatoïde dépasse le revenu médian annuel américain,

soit environ 53 000 \$ par an. Si les assurances prennent en charge une partie importante de ces dépenses, le niveau des prix a des répercussions directes sur celui des cotisations.

La progression du diabète aux États-Unis se ralentit

Après des années d'augmentation, on ne dénombre en 2014 « que » 1,4 million de nouveaux cas de diabète, soit une baisse d'un cinquième par rapport à 2008 selon les CDC (*Centers for Disease Control and Prevention*). Le ralentissement est toutefois plus marqué chez les Caucasiens que chez les Afro-américains, Hispaniques et chez les personnes diplômées que chez les peu qualifiées. Les experts n'expliquent pas précisément les raisons de ce ralentissement, mais on note que la consommation de sodas a diminué d'un quart depuis la fin des années 1990 et que la valeur moyenne des calories consommées chaque jour par les enfants et les adultes a reculé.

C'est dans l'Alabama que le diabète est le plus répandu avec 12,7 % de la population de l'État, quand la moyenne nationale s'établit à 9,3 % de la population.

Une recommandation officielle sur la consommation de sucre

La FDA vient pour la première fois de recommander une dose maximale de consommation de sucre par jour : elle ne doit pas dépasser 10 % des calories journalières, soit environ 12,5 cuillères à café (50 grammes) pour une personne de plus de 3 ans. Les sucres ajoutés dans la nourriture industrielle (sauces, pâtes, fruits en boîtes, soupes préparées, marinades...) sont les premiers pointés du doigt. Cette décision fait suite aux recommandations de l'OMS sur le sujet.

Selon une étude parue en 2014 sur les décès par maladies cardiovasculaires, les adultes consommant 25 % de leurs calories journalières sous forme de sucre ont 3 fois plus de risques de mourir d'un arrêt cardiaque que ceux pour lesquels le sucre représente moins de 10 % des calories quotidiennes.

CLAIRE AUBIN

Cette rubrique est réalisée par les conseillers pour les affaires sociales de la Délégation aux affaires européennes et internationales.



Chine

Le nombre annuel de décès liés au tabagisme doublerait d'ici 2030

Le tabagisme tuera environ deux millions de Chinois en 2030, ce qui aura doublé le nombre de 2010. Des chercheurs en santé publique pékinois prévoient une « *épidémie croissante de mort prématurée* » dans le pays le plus peuplé du monde. Selon les tendances actuelles, un jeune homme chinois sur trois sera tué par le tabac, les femmes étant moins fumeuses que les hommes. Environ 10 % des femmes nées dans les années 1930 fument contre 1 % de celles nées dans les années 1960. La Chine est non seulement le plus grand consommateur mondial de tabac, mais aussi le plus grand producteur de cigarettes. Sous monopole d'État, la *China National Tobacco Corporation* (la Société nationale chinoise du tabac) fournit plus de 7 % du chiffre d'affaires annuel du gouvernement central à travers les impôts et le revenu net. Selon l'OMS, une augmentation substantielle du prix des cigarettes (*actuellement quelques dizaines de centimes d'euros pour un petit paquet*) pourrait sauver des dizaines de millions de vies dans les décennies à venir.

La Chine au deuxième rang mondial pour les dons d'organes

Le nombre de dons volontaires d'organes et de transplantations a atteint des records en Chine après l'interdiction, en janvier 2015, des prélèvements sur les condamnés à mort qui fait désormais du prélèvement sur donneurs volontaires la seule voie légale.

Fin septembre, 6000 organes ont été prélevés sur 2000 donneurs. En 2016, 300 hôpitaux seront habilités à réaliser des transplantations et 500 jeunes praticiens seront formés. Le prélèvement d'organes est contrôlé par des institutions locales sous la supervision de la Commission nationale de la santé et du planning familial. La distribution des organes prélevés sur volontaires est organisée dans le cadre du système d'urgence pour la transplantation d'organes déployé en août 2013 pour mettre fin au trafic et aux abus de pouvoir en la matière.

Depuis 2010, un programme visant à encourager le don d'organes a été lancé, mais il se heurte encore aux traditions chinoises qui encouragent la préservation du corps intact après la mort. Selon

un récent sondage, plus de 40 % de la population serait réticente à donner ses organes après la mort du fait de l'incertitude sur l'usage qui en sera fait. Malgré cela, la Chine serait déjà au 2^e rang mondial pour le nombre de dons d'organes.

Vers une fusion des différents régimes d'assurance maladie

La Chine met en œuvre trois systèmes d'assurance médicale distincts : 1) assurance médicale de base pour les salariés urbains ; 2) nouveau système de coopérative rurale ; 3) assurance médicale de base pour les habitants qui ne sont pas couverts par les deux premiers régimes, ce qui recouvre principalement les mineurs et les chômeurs. Les deux systèmes pour la population urbaine sont gérés par le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale, alors que le système pour la population rurale est pris en charge par la Commission nationale de la santé et du planning familial.

Selon les décisions de la Commission d'approfondissement des réformes présidée par le président, lui-même, le système d'assurance médicale pour les résidents urbains et celui pour les résidents ruraux seraient prochainement fusionnés dans le but de garantir l'égalité d'accès aux soins médicaux de base.

L'objectif à terme serait de fusionner l'administration de ces assurances. Selon un communiqué, un filet de sécurité médicale à plusieurs niveaux devrait être mis en place. Il inclurait des niveaux complémentaires comprenant une assurance médicale de base, une assurance pour les maladies graves, une assurance médicale commerciale et des fonds de charité.

BENOÎT SEVCIK



Russie

Santé mentale : un déficit de l'offre de soins

Le nombre des patients atteint de troubles mentaux ne cesse d'augmenter, en effet en 10 ans une hausse de plus de 5,2 % est constatée (1 055 950 personnes au total).

Sur l'ensemble du territoire de la Fédération de la Russie, le nombre des psychiatres s'élève seulement à 13 391 et le celui des psychothérapeutes est d'environ 1 526, et leur nombre en

baisse constante ; c'est également le cas des neuropsychiatres, qui a vu leur nombre baisser près de 44 % entre 2005 et 2014.

DANIEL MATHIEU



Allemagne

Entrée en vigueur d'une loi de prévention attendue en Allemagne depuis 10 ans

L'objectif du texte, voté en juillet 2015, est de promouvoir la santé directement dans les espaces de vie collectifs (écoles, jardins d'enfants, entreprises) et d'éviter les maladies avant qu'elles ne surviennent : le médecin pourra par exemple « prescrire » des actions de prévention (telles des activités sportives), qui seront prises en charge par les caisses d'assurance maladie. Dans ce cadre, ces dernières devront mobiliser 500 millions d'euros par an pour des actions de prévention (270 millions d'euros par an avant), et le coût total de l'ensemble des mesures devrait s'élever à 300 millions d'euros par an. Tous les acteurs concernés (sécurité sociale, assureurs privés, État, Länder, Agence fédérale pour l'emploi, partenaires sociaux) sont mobilisés autour de cet objectif et invités à mieux coopérer au sein de la conférence nationale de prévention.

Deux lois pour encadrer la fin de vie entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2016

La loi relative à l'amélioration des dispositifs de soins palliatifs, adoptée le 5 novembre 2015, a pour objectif l'amélioration des dispositifs de soins palliatifs dans les zones rurales, une meilleure connexion entre centres de soins et hôpitaux, un renforcement des structures de soins ambulatoires (revalorisation des honoraires des médecins), un droit des patients d'être informés par les caisses d'assurance maladie sur les dispositifs de soins palliatifs et, enfin, une revalorisation de la prise en charge des soins palliatifs. Par ailleurs, la loi relative à l'interdiction de l'assistance organisée au suicide, adoptée le 6 novembre 2015, prévoit la pénalisation de toute forme d'assistance organisée au suicide (3 ans d'emprisonnement). Le recours exceptionnel à cette assistance, par le biais d'un médecin ayant une relation privilégiée avec le patient ou par le biais d'un proche, reste autorisé.

MANUEL BOUGEARD



Brésil

Une campagne pour éradiquer les moustiques

Tandis que la dengue poursuit sa progression, s'ajoute l'épidémie de microcéphalie dans le Nordeste, probablement liée au virus Zika dont le vecteur est aussi le moustique tigre.

1 248 cas de microcéphalie avérés ou suspects ont été déjà enregistrés, une explosion préoccupante par rapport aux 156 cas enregistrés entre 2010 et 2014. Le ministère de la Santé du Brésil et l'OMS ont confirmé une corrélation entre l'augmentation de l'incidence des malformations du cerveau chez le fœtus et la propagation du virus Zika, identifié pour la première fois au Brésil en mai de cette année. Ce virus est également transmis par le moustique *Aedes aegypti*, responsable de la propagation de la dengue et du Chikungunya.

Le gouvernement fédéral a décidé la mise en place d'une cellule interministérielle pour contrôler l'évolution du virus. Le Pernambuco et le Rio Grande do Norte ont déclaré « état d'urgence » en raison de l'augmentation des cas de Chikungunya, dengue et Zika et le gouvernement fédéral a mis l'armée brésilienne à disposition du Pernambuco (contingent de 800 soldats).

Le gouverneur a annoncé le 2 décembre une campagne de lutte contre les moustiques qui devrait durer six mois, avec 25 millions de réaux (environ 5,6 millions d'euros au 23 janvier 2015) destinés à :

- éradiquer le moustique,
- établir des centres régionaux de prise en charge des nourrissons atteints,
- lancer des campagnes éducatives.

Environ 35 % de la recherche scientifique concerne le secteur de la santé

La santé est la première demande de la population en matière de recherche. Si ces efforts d'innovation ont porté leurs fruits – puisqu'au cours des trois dernières années, 110 nouvelles technologies ont été incorporées au Brésil – certains professionnels du secteur industriel de la santé estiment néanmoins, pour le déplorer, que le Brésil n'a pas encore donné à la recherche médicale une priorité à la hauteur de l'enjeu, comme il l'a fait pour l'agriculture avec la création de l'Entreprise

brésilienne de recherche agricole (Embrapa), organisme de recherche public.

Dans le domaine de la production pharmaceutique, le directeur de l'association des laboratoires de recherche pharmaceutique Interfarma fait ainsi valoir que les entreprises n'ont pas le goût du risque et de l'innovation, parce que le Brésil est avant tout un grand marché interne. Elles se contentent de faire des copies de médicaments jugés efficaces et rentables, et n'investissent pas dans la recherche.

Le Brésil manque de laboratoires publics pour satisfaire la demande de médicaments pour le traitement des maladies complexes. La technologie reçue date de trente ans et si le Brésil ne souhaite pas être dépendant, il lui appartient aujourd'hui de développer les universités et la recherche. De la même façon, les entreprises doivent accepter de financer le risque.

Le développement des industries nationales de santé est donc aujourd'hui une priorité, revendiquée comme telle par le Gouvernement, car le déficit de la balance extérieure en matière de santé croît régulièrement et atteint actuellement 12 Mds\$/an. Il s'agit pour le gouvernement de réduire sa dépendance commerciale par la mise en place de dispositifs visant à promouvoir la recherche et la production dans ce secteur.

L'Institut national du cancer brésilien (INCA) pronostique 600 000 nouveaux cas en 2016 et en 2017

Au premier rang de ceux-ci : les cancers de la peau (176 000), de la prostate (61 200), du sein (58 000) et du poumon (17 400). Il existe par ailleurs de forts contrastes entre les régions dans la typologie observée des cancers : le cancer du sein est prédominant dans toutes les régions à l'exception de la région Nord. Là, prédomine le cancer de l'utérus, alors qu'il arrive en 4^e position des cancers féminins dans la région Sud. La corrélation des facteurs de risques avec les conditions socio-économiques est évidente : ainsi le cancer de l'estomac arrive en 2^e position dans la population masculine des régions moins développées du Nord et du Nordeste où l'on constate une forte propension au tabagisme associée à la consommation d'aliments conservés dans le sel. Présentée à l'occasion de la journée nationale de lutte contre le cancer, l'étude estimative de l'INCA, initialement annuelle lors de son lancement en 1995, est bi annuelle depuis 2006. Elle est établie à partir des données du Registre du cancer

sur base populationnelle (RCBP) et du Système d'information sur la mortalité (IM) du ministère de la Santé.

PATRICK RISSELIN



Maroc

Première campagne nationale de dépistage et de prise en charge des problèmes de santé des élèves

La campagne nationale vise à garantir un examen médical systématique global pour les élèves, assurer le dépistage des troubles sensoriels et neuropsychiatriques et prendre en charge les différents problèmes de santé dépistés, et amorcer des actions de sensibilisation des élèves et des enseignants sur l'intérêt d'adopter un mode de vie sain.

Cette campagne cible un effectif d'environ un million et demi d'enfants représentant les élèves du préscolaire, de la première année du primaire et ceux de la première année de l'enseignement collégial.

Évaluation du Plan cancer, à mi-parcours

Les résultats d'une évaluation à mi-parcours du Plan national de prévention et de contrôle du cancer 2010-2019 ont été présentés par les experts du Haut Conseil de la santé publique (HCSP-France), qui ont mené l'évaluation.

Le Maroc a réalisé « un saut qualitatif » dans le domaine de l'oncologie médicale avec des avancées majeures dans plusieurs aspects relatifs à cette spécialité. Cette dynamique concerne notamment la formation en oncologie et l'évolution considérable des effectifs d'oncologues médicaux à l'échelle nationale. En effet, 80 oncologues médicaux ont été formés depuis l'introduction de cette discipline en 2004 et le Maroc a accordé une grande importance à la formation dans les deux autres spécialités auxquelles fait appel le traitement du cancer, à savoir la chirurgie oncologique et la radiothérapie. Le coût de ces traitements reste élevé, et face à cette situation, la Fondation Lalla Salma-Prévention et traitement des cancers, à travers le programme « Accès aux médicaments pour les patients à revenus modestes » (ACCES), permet aux patients à faible revenu, et traités dans les structures de santé publique, de bénéficier gratuitement de médicaments anticancéreux.

STEPHAN CLÉMENT



Royaume-Uni

Des pressions grandissantes sur la santé mentale des élèves

La conférence des directeurs et directrices d'écoles indépendantes (HMC) s'inquiète de la santé mentale des élèves, confrontés à des pressions grandissantes :

- 94 % des chefs d'établissements considéraient que la mauvaise utilisation des réseaux sociaux était un problème, contre 45 % il y a 5 ans ;
- 82 % que le harcèlement en ligne (cyber-bullying) était un problème contre 39 % il y a 5 ans ;
- 88 % des écoles s'inquiétaient de l'automutilation, soit une augmentation de 57 % par rapport à il y a 5 ans ;
- 87 % des écoles se souciaient des problèmes de dépression, contre seulement 47 % il y a 5 ans ;
- 85 % des écoles s'inquiétaient des troubles de l'alimentation, contre 65 % il y a 5 ans.

Pour répondre à ces nouveaux défis, 45 % des écoles ont augmenté le nombre de conseillers au sein des établissements et 44 % ont augmenté le recours à des conseillers externes.

Les grands-parents qui travaillent pourront bénéficier des congés parentaux

Depuis avril 2015, lorsque les congés ou indemnités ne sont pas entièrement utilisés par la femme enceinte, le conjoint peut bénéficier du reste du congé en tant que congé parental partagé (*Shared parental leave*) et/ou du reste des indemnités en tant qu'indemnités parentales partagées (*Statutory shared parental pay*).

Le gouvernement annonce l'extension de ce congé parental partagé aux grands-parents encore en activité, avec une consultation publique au 1^{er} semestre 2016, dans la perspective d'une entrée en vigueur courant 2018. Près de 2 millions de grands-parents auraient arrêté de travailler, réduit leurs heures de travail ou pris des congés pour participer à la garde de leurs petits-enfants. L'aide financière apportée par les grands-parents dans ce domaine est estimée à 8 milliards de livres par an. Plus de 50 % des mères font appel aux grands-parents pour garder leur enfant quand elles reprennent le travail, et plus de 60 % des grands-parents qui travaillent participent à la garde des petits-enfants.

L'objectif de la mesure envisagée est de permettre

aux parents de retourner plus rapidement sur le marché du travail et de renforcer les liens au sein de la structure familiale.

Rallonge financière pour améliorer le système de soins

Alors que le NHS traverse une crise financière « sans précédent », le Chancelier de l'Échiquier a annoncé une rallonge de 6 milliards de livres pour 2016-2017 à l'occasion de l'*Autumn Statement* du 25 novembre dernier.

Selon le ministère des Finances, cette somme devrait permettre de financer quelque 800 000 opérations et soins supplémentaires tandis que 500 millions de livres seront investis dans la construction de nouveaux hôpitaux. George Osborne a toutefois précisé que les crédits ne seraient transférés que lorsque le NHS (dont le budget annuel s'élève actuellement à 115,4 milliards de livres) aurait indiqué les mesures d'économies prévues par son nouveau plan quinquennal. Le Premier ministre, David Cameron s'était engagé à augmenter de 8 milliards de livres le budget annuel du NHS d'ici 2020, mais n'avait pas détaillé. Selon l'OCDE, le Royaume-Uni, qui dépense 3 235 \$ par personne pour la santé, en dessous de la moyenne de l'OCDE (3 453 \$), se classe 14^e pour l'espérance de vie des hommes, 24^e pour l'espérance de vie des femmes (sur 34 pays). L'accès aux soins est jugé bonne, mais la qualité des soins inégale. Afin d'améliorer ses performances, le NHS devrait embaucher 47 700 infirmières et 26 500 médecins pour un coût de 5 milliards de livres par an.

MARIE KEIRLE



Suède

Les congés maladies ont augmenté de 70 %

Le nombre de congés maladie déposés par les Suédois a augmenté de 70 % depuis 2010, un phénomène qui affecte inégalement les hommes et les femmes.

En 2014, les congés maladie ont coûté 32 milliards de couronnes suédoises (environ 3,5 Mds€) à la sécurité sociale, soit 12 milliards (1,3 Md€) de plus qu'en 2010. Ce phénomène affecte inégalement les hommes et les femmes. Environ deux tiers des congés maladie sont pris par des femmes, qui

travaillent le plus souvent dans un environnement où les femmes sont majoritaires. Des études ont révélé qu'au-delà des conditions de travail, la situation familiale a un impact déterminant sur la propension à prendre des congés maladie. Jusqu'à l'arrivée du premier enfant, hommes et femmes prennent des congés maladie en proportion égale. Puis à partir du premier, et surtout du deuxième, enfant, l'écart se creuse entre hommes et femmes et perdure jusqu'à la fin de la carrière. Ce phénomène renforce les inégalités de revenus entre les sexes ainsi que les inégalités de retraite dans le cadre du modèle de retraite « *pay as you go* ». Pour mémoire, les écarts de retraite entre hommes et femmes sont de l'ordre de 30 %.

Les priorités santé-sociales du gouvernement

Les trois ministres des affaires sociales en charge de la sécurité sociale, de l'enfance, des personnes âgées et de l'égalité des sexes, de la santé et du sport ont présenté leurs priorités pour l'année 2016.

Elles concernent la maîtrise des arrêts maladies, en forte croissance depuis 2010, la prise en charge des réfugiés et notamment mineurs non accompagnés (dont le nombre est particulièrement élevé en Suède), des mesures en faveur de la santé des personnes âgées, des femmes et des jeunes. Ils ont confirmé leur volonté forte d'éradiquer les inégalités de santé en l'espace d'une génération, avec la mise en place d'une commission chargée de faire des propositions à court et moyen termes.

DOMINIQUE ACKER